

19^{ème} réunion de la Commission hydrographique de l'Atlantique oriental (EAtHC/CHAtO) Abidjan, Côte d'Ivoire, 1-3 juillet 2026

Contribution au Programme de travail 2026 de l'OHI

- WP 3
(tâche 3.2.1.6) Développement des capacités de l'OHI – Commissions hydrographiques régionales. Participation à la 19^{ème} réunion de la Commission hydrographique de l'Atlantique oriental (EAtHC/CHAtO), comprenant un séminaire destiné aux acteurs du secteur privé et les sessions principales consacrées à la mise en œuvre de la S-100, au développement des capacités et au développement hydrographique régional.

Résumé

- La 19^{ème} réunion de l'EAtHC/CHAtO s'est tenue à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en présence de délégations venues de toute l'Afrique de l'Ouest et centrale, ainsi que de représentants de l'OHI, de PRIMAR, de l'UKHO, de la France et du secteur privé. La conférence plénière a été précédée d'un séminaire thématique de deux jours intitulé « *Formation en hydrographie, océanographie et cartographie marine en Afrique de l'Ouest et centrale : succès et perspectives* ».
- La conférence s'est ouverte par des allocutions de haut niveau établissant un lien entre l'hydrographie et la sécurité maritime, les infrastructures portuaires, le développement durable et la souveraineté régionale sur les données maritimes. Le Plan stratégique 2027-2032 de l'OHI a été présenté, avec comme piliers principaux la transition S-100, le développement des capacités et le nouveau Centre d'infrastructure de l'OHI (Busan).
- Le développement des capacités a été le thème central de ces deux journées. Le Maroc a annoncé un nouveau programme de formation de catégorie B certifié par l'OHI. L'Ecole hydrographique de la Marine nigériane a présenté son offre de formation (jusqu'à 6 cycles de formation en 2026) ainsi que son cours de catégorie B accrédité par l'OHI, avec l'intention de l'ouvrir aux participants de la région. Les représentants du bassin du Congo ont proposé la création d'un centre régional d'excellence d'ici 2035, sous l'égide du CICOS¹ et de son centre de formation à la navigation intérieure, l'ERFMNI².
- PRIMAR a présenté le Fonds PRIMAR pour le développement des capacités (créé en 2024) ainsi que son portail de formation en ligne S-100 (22 modules, plus de 1 000 utilisateurs, multilingue). Un séminaire sur l'ECDIS S-100, parrainé par PRIMAR, est prévu à Casablanca du 19 au 21 octobre 2026.
- Les présentations nationales ont porté sur le Cameroun, le Bénin, le Sénégal, la Guinée, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, la France, l'Espagne, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Maroc, la Mauritanie, le Nigeria, le Portugal, le Royaume-Uni et le Togo. Thèmes communs : l'hydrographie intérieure, la croissance des infrastructures portuaires stimulant la demande en matière d'hydrographie, les problèmes de sédimentation nécessitant un dragage régulier, les pénuries d'équipements et de personnel, ainsi que le souhait de disposer de services hydrographiques officiels et d'adhérer à l'OHI.
- Résultats en matière de gouvernance : l'Espagne (capitaine de vaisseau Francisco Diaz Rodriguez) a été élue à la présidence ; le Nigeria a été élu vice-président. Les statuts de la CHAtO

¹ Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha

² Ecole Régionale de Formation aux Métiers de la Navigation Intérieure

ont été signés par la République du Gabon, désormais reconnue comme membre associé de la commission.

Détails

La 19^{ème} conférence de l'EaHC/CHaTO a été officiellement inaugurée par Son Excellence Téné Birahima OUATTARA, vice-Premier ministre et ministre de la Défense, M. Hien Yacouba Sié, ministre des Infrastructures et de l'Entretien routier, et M. Amadou Koné, ministre des Transports et des Affaires maritimes, en présence de plusieurs hauts responsables administratifs. Le Directeur de l'OHI, le Dr John Nyberg, a présenté le Plan stratégique 2027-2032 et la création du Centre d'infrastructure de l'OHI à Busan, soulignant que la S-100 représente l'avancée technique la plus importante de l'OHI depuis une génération. Dans son discours d'ouverture, il a insisté sur le fait que le développement des capacités ne doit pas être considéré comme un élément isolé, mais comme une approche transversale : les Etats qui manquent de professionnels techniques risquent de devenir des bénéficiaires passifs de normes conçues par d'autres.

Ce séminaire thématique, organisé sous l'égide du CBWP de l'OHI, a donné lieu à des présentations de représentants du secteur privé, de prestataires de services hydrographiques et d'entités régionales, ainsi qu'à des discussions sur la création d'un pôle de formation en Afrique de l'Ouest tirant parti des capacités de formation existantes. Une présentation a porté sur les systèmes bathymétriques compacts et les solutions par drones pour les environnements portuaires, notamment les stations de référence GNSS fixes pour la gestion des interférences, les USV bathymétriques, le LiDAR pour les structures en surface et les mini-ROV pour l'inspection sous-marine – le tout illustré par des déploiements récents dans les ports d'Abidjan et de Pointe-Noire. PRIMAR a présenté le Fonds de développement des capacités PRIMAR et le portail d'apprentissage en ligne S-100. L'Université maritime régionale (RMU) a présenté son université d'été, le navire de levés offert ainsi que ses projets de centre d'excellence régional en hydrographie pour l'Afrique de l'Ouest et centrale. Le CICOS/ERFMNI (RDC) a proposé la création d'un centre d'excellence régional pour le bassin du Congo à l'horizon 2035 : programmes certifiés de niveau licence et MSc, recherche appliquée, adoption de normes régionales et modèle de cofinancement avec des partenaires internationaux. Parmi les principales lacunes identifiées figurent le nombre insuffisant d'hydrographes, de cartographes et d'hydrologues, l'absence de filières de formation dans la région et la cartographie numérique limitée des voies navigables intérieures. Le CICOS a également souligné l'octroi d'une subvention de 1,5 million d'euros par la Banque mondiale destinée à former et à renforcer l'expertise hydrographique pour les levés des voies navigables intérieures dans le bassin du Congo. Le séminaire s'est achevé par une visite de l'Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM), un centre de formation reconnu comme centre d'excellence régional par l'OMI et l'Union africaine.

La France a présenté le rapport du coordinateur régional S-100 issu de la 16^{ème} réunion du groupe de travail WEND (mai 2026, Hong Kong). Sur les 15 réponses régionales, 42 % des producteurs sont en mesure de fabriquer des produits S-100 de phase 1, un chiffre inférieur à l'objectif initial de 50 %, avec des disparités importantes entre les Etats. Le groupe de travail a proposé de rédiger un guide sur la fin de vie de la S-57, qui sera présenté début 2028, et d'entamer la révision de la résolution de l'OHI sur les principes WEND-100. Le Royaume-Uni a présenté sa stratégie pour la mise en œuvre de la S-100 en plusieurs phases : sensibilisation, définition du périmètre, ateliers de trois jours et exécution. Un jeu de données S-100 opérationnelles couvrant le port d'Abidjan a été présenté sur un terminal ECDIS portable (données mises à disposition via la plateforme PRIMAR dans le cadre d'une licence de R&D) : un produit S-100 multicouche combinant la S-101, S-102 (format HDF5, tuiles S-100, résolutions multiples) et S-104, permettant le recalcul dynamique des isobathes de sécurité avec des gains estimés de 14,6 % en matière de réduction de la consommation de carburant dans les scénarios modélisés. Le Cameroun, le Bénin et la République du Congo ont chacun présenté leur feuille de route nationale relative à la S-100 : le Cameroun a mis en place une architecture nationale d'information nautique ; le

Bénin prévoit des campagnes bathymétriques à Porto-Novo à partir de juillet 2026 ; la République du Congo procède à l'extension du terminal de Pointe-Noire par des travaux de dragage pour atteindre un tirant d'eau de 17 m et renforce les capacités hydrographiques locales.

Le Maroc a annoncé son nouveau programme de catégorie B accrédité par l'OHI : 35 semaines, trois phases, avec 30 % des places réservées à d'autres Etats africains. Les admissions se font par la voie civile (ministère des Transports) ou militaire. L'ambition à long terme est d'évoluer vers la catégorie A et de mettre en place un pôle régional de formation africain. La lettre circulaire n° 37 de l'OHI (révisions S-5 et S-8) a été prise en compte ; les demandes d'accréditation seront évaluées selon les nouvelles normes à partir de 2027.

L'École hydrographique de la marine nigériane (Port Harcourt) a présenté son portefeuille : jusqu'à six cycles de cours d'hydrographie de base en 2026, des formations d'opérateurs, des équipements comprenant des systèmes multifaisceaux et à balayage latéral, ainsi que des navires spécialisés. Une réponse favorable à l'accréditation de catégorie B a été reçue ; une fois celle-ci finalisée, l'école a l'intention d'accueillir des étudiants de la région dans le cadre d'une offre en anglais venant compléter l'offre en français du Maroc.

Côte d'Ivoire : le service hydrographique du port d'Abidjan (créé en 1953) a rendu compte d'une augmentation du trafic, passant de 22 Mt (2015) à 46 Mt (2025), grâce à l'acquisition récente de systèmes multifaisceaux, d'un drone aquatique et de nouvelles vedettes de levés. Le port forme environ 500 professionnels du secteur maritime par an dans son centre de formation autonome. La gestion de la sédimentation se poursuit suite à l'élargissement du chenal de Vridi ; un dragage est prévu tous les deux ans à des profondeurs comprises entre 14 et 17 m. Sénégal : la division hydrographique nationale a rendu compte du traitement de trois zones prioritaires en 2025 et de la poursuite de la surveillance hydrographique de plus de 700 km de côtes, de trois fleuves navigables et de plusieurs zones portuaires à haut risque, notamment des infrastructures datant de plus de 60 ans. Guinée : la session a mis en évidence l'obsolescence des cartes marines, les effets de la concession portuaire de Conakry (2012) sur l'envasement du chenal (~5 m sur une largeur de 200 m), ainsi que la nécessité de mettre en place un service hydrographique national et un comité de coordination. La France, le Royaume-Uni et le Maroc ont proposé une coopération bilatérale pour des levés ciblés, des formations et le développement de produits numériques. RDC : un vaste réseau fluvial (environ 15 000 km de voies navigables classées) avec des capacités institutionnelles limitées. Des équipements à faisceau unique et trois stations maritimes (Matadi, Goma, Banana) sont disponibles ; des demandes d'assistance technique, matérielle et financière ont été formulées auprès de l'UKHO pour la certification et la mise à jour des cartes marines. L'Espagne a présenté les progrès réalisés concernant la couverture à 99 % de la côte atlantique, le déploiement de drones, le renouvellement de la flotte et la politique d'ouverture des données. La France a rendu compte de nouveaux accords cartographiques bilatéraux (Maroc 2025, Mauritanie avril 2026), de la production automatisée de cartes à partir d'ENC (moins d'une minute par carte) et de cycles de formation à la conversion S-101/S-100.

Le Maroc (DHOC), le Cameroun, la Mauritanie, la Gambie et le Ghana ont présenté leurs parcours nationaux vers l'autonomie hydrographique. Le Maroc a décrit un plan de formation structuré pour la période 2008-2021, aboutissant à une autonomie cartographique totale, fondé sur la formation à l'étranger d'agents de catégorie A, combinée à un transfert de compétences sur le terrain. Le service hydrographique national du Cameroun (créé en 2023) en est encore aux prémices de son développement opérationnel. La Mauritanie a présenté un plan en cinq phases : consolidation juridique (2026), mise en conformité (2027), essais (2028), reconnaissance (2029) et autonomie totale (2040). Thèmes récurrents : l'importance d'une feuille de route stratégique claire avant l'acquisition d'équipements ; la nécessité de s'assurer que les outils sont disponibles localement avant que le personnel ne suive des formations, afin que les connaissances acquises puissent être mises en pratique immédiatement ; le

risque de perdre du personnel formé en l'absence d'incitations professionnelles ; et l'intérêt de la coopération régionale pour éviter de répéter les erreurs des autres. Les visites consultatives de l'OHI en Gambie ont été citées comme un précurseur direct de l'adhésion à l'OHI.

À l'issue des élections, l'Espagne (capitaine de vaisseau Francisco Diaz Rodriguez) a été confirmée à la présidence et le Nigeria à la vice-présidence par acclamation.

La clôture de la conférence a été suivie d'une visite à l'Autorité portuaire d'Abidjan et de ses infrastructures, notamment son nouveau terminal en eaux profondes construit en 2022.

Prochaine réunion

La 20^{ème} conférence de l'EAtHC/CHAtO se tiendra à Lagos, Nigeria, en 2027 (dates à confirmer).

Photos de groupe

- 1) Cérémonie d'ouverture « photo de famille »
- 2) Cérémonie de signature des statuts de la CHAtO par la République du Gabon
- 3) Cérémonie de clôture « photo de famille »





